

Image not found or type unknown



Évolution du Droit Social en France en 2024 - smic, sécurité sociale...

Actualité législative publié le **24/01/2024**, vu **507 fois**, Auteur : [Blog de Le Bouard Avocats Versailles](#)

Pour 2024, la France initie des réformes marquantes dans le domaine du droit social, influençant significativement les politiques de rémunération et de sécurité sociale.

Changements majeurs en droit social en France pour 2024 : focus sur le SMIC et la sécurité sociale

Ajustements du SMIC dès janvier 2024

L'année 2024 démarre avec une révision à la hausse du SMIC, selon le décret n°2023-1216 du 20 décembre 2023. Le taux horaire brut est fixé à 11,65 €, et le salaire mensuel brut à 1 766,92 €. Cette hausse modeste mais significative affecte directement les structures salariales dans les entreprises françaises.

Augmentation du plafond de la sécurité sociale

La nouvelle année voit également une revalorisation du plafond de la sécurité sociale de 5,4%, portant le montant mensuel à 3 864 euros et annuel à 46 368 euros. Cet ajustement impacte le calcul des cotisations et prestations, influençant la gestion des ressources humaines.

Rehaussement de la cotisation vieillesse

Une légère augmentation du taux patronal pour l'assurance vieillesse déplafonnée est observée, passant à 2,02%. Cette mesure reflète une consolidation graduelle du système de retraite.

Amélioration de l'allocation d'activité partielle

Pour 2024, l'allocation d'activité partielle est augmentée, avec un plancher de 8,30 €/heure pour l'allocation standard et de 9,22 €/heure pour l'allocation de longue durée, soutenant les entreprises en période de baisse d'activité.

Nouvelle ministre du Travail

L'année est également marquée par la nomination de Catherine Vautrin au ministère du Travail le 11 janvier, un événement coïncidant avec la mise en place de nouvelles lois et décrets influençant le droit du travail en France.

Focus sur les stages et les emplois francs en 2024

Pour les stages, la gratification minimale est fixée à 4,35 € par heure de présence effective pour les stages de plus de deux mois, reconnaissant la contribution des stagiaires.

Le dispositif des emplois francs est également prolongé avec le décret n° 2023-1353, réduisant le délai de demande d'aide. L'aide varie selon le type de contrat, favorisant l'embauche dans les QPV.

Aperçu des nouvelles dispositions en droit social

Les réformes de 2024 comprennent des changements dans le régime des indemnités, la gestion des arrêts de travail et l'évolution de la prime de partage de la valeur. Ces modifications reflètent un engagement envers l'amélioration du cadre de travail en France.

Unification des indemnités et simplification des procédures URSSAF

L'unification du régime des indemnités de rupture et la simplification des procédures avec l'URSSAF marquent une avancée dans la simplification administrative pour les employeurs.

Mesures pour les arrêts de travail et la fraude sociale

La suppression du délai de carence pour certains arrêts de travail et la création d'un délit spécifique pour la fraude sociale visent à protéger les droits des travailleurs.

Loi pour le plein emploi et réformes VAE

La loi pour le plein emploi et la réforme de la VAE avec la création d'un service public dédié marquent des progrès dans l'accès à l'emploi et la reconnaissance des compétences.

Prolongation de l'aide à l'embauche des alternants

Enfin, la prolongation de l'aide à l'embauche des alternants souligne l'importance de l'apprentissage et de la professionnalisation en France.

retrouvez l'article complet et détaillé ici : <https://www.lebouard-avocats.fr/post/r%C3%A9formes-cl%C3%A9s-en-droit-social-france-2024-smic-s%C3%A9curit%C3%A9-sociale>